IA pour tous : le Canada mise sur l’adoption responsable

8 juin 2026

Auteurs

Philip Louis

Avocat et Directeur principal, innovation et transformation numérique

Loïc Berdnikoff

Avocat et Chef, affaires juridiques et innovation, et Responsable de la protection des renseignements personnels

Le Canada a présenté le 4 juin dernier *L’IA pour tous*, sa nouvelle stratégie nationale en matière d’intelligence artificielle. Encrée dans le principe selon lequel les retombées de l’IA doivent profiter à l’ensemble de la population canadienne, la stratégie mise sur une démocratisation de l’IA, avec davantage de formation, d’encadrement et d’infrastructures canadiennes.

Une stratégie centrée sur l’adoption

La nouvelle stratégie nationale du Canada en matière d’IA repose sur la prémisse que les bénéfices de l’IA ne se matérialiseront que si les personnes, les entreprises et les institutions sont capables de l’utiliser avec confiance.

Le gouvernement constate un écart important entre le potentiel de l’IA au Canada et son adoption réelle. Selon la Statistique Canada, seuls 12 % des entreprises canadiennes ont utilisé l’IA pour produire des biens ou des services entre le milieu de 2024 et le milieu de 2025. L’objectif annoncé est de porter ce taux à 60 % d’ici 2034.

Pour y parvenir, la stratégie s’articule autour de six piliers : protéger les Canadiens et le système démocratique, développer les compétences, favoriser l’adoption, bâtir des infrastructures souveraines, soutenir des champions canadiens de l’IA et renforcer les partenariats internationaux fiables.

La confiance comme vecteur d’adoption

Le texte insiste sur le fait que la confiance n’est pas présentée comme un frein à l’innovation, mais comme une condition de son adoption. La stratégie prévoit notamment la modernisation des règles relatives à la vie privée, la protection contre certains préjudices en ligne, la transparence des

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.

systèmes d'IA et le renforcement des capacités de l'Institut canadien de la sécurité de l'IA.

Le gouvernement annonce aussi son intention de faire progresser des mesures, comme le marquage des contenus générés par l'IA, l'évaluation transparente des modèles, un programme canadien de certification en IA de confiance et le soutien à l'écosystème de normalisation.

Pour les organisations, cela confirme une tendance de fond : l'IA ne sera pas seulement évaluée selon sa performance technique, elle le sera aussi selon sa transparence, sa sécurité, sa gouvernance et la protection des renseignements personnels.

Former avant de généraliser

La stratégie accorde une place importante à la littératie en IA. Le Canada prévoit créer une Initiative nationale de littératie en IA, offrir des contenus de formation à un million d'étudiants postsecondaires et à plus de 3 000 enseignants, et donner aux étudiants postsecondaires accès à des agents d'IA fiables.

Cette orientation vise à reconnaître que l'adoption de l'IA ne dépend pas seulement de l'accès aux outils, mais aussi de la capacité des utilisateurs à comprendre les risques, les limites, les biais, la désinformation et les enjeux de vie privée.

La stratégie étend aussi l'effort de formation aux travailleurs déjà sur le marché du travail. Elle prévoit soutenir les parcours de requalification des travailleurs en milieu de carrière, offrir des formations pratiques adaptées aux usages réels de l'IA dans les milieux de travail et déployer des formations dirigées par les employeurs, notamment avec l'appui des collèges, cégeps et établissements polytechniques. L'objectif est que l'adoption de l'IA soit favorable aux travailleurs, en renforçant leurs compétences, leur productivité et leur capacité à participer aux transformations de leur organisation.

Aider les organisations à passer de l'expérimentation à la réalisation

Ce volet de la stratégie cible particulièrement les petites et moyennes entreprises. Le gouvernement constate que plusieurs organisations expérimentent déjà avec l'IA, mais que le passage vers une intégration durable demeure plus difficile. Les obstacles mentionnés comprennent les coûts, l'accès à l'expertise et l'incertitude quant aux premières étapes à franchir.

Parmi les mesures annoncées figurent notamment le programme LIFT de la Banque de développement du Canada, une initiative de 500 millions de dollars pour aider les PME canadiennes à accéder au financement nécessaire à l'intégration d'outils d'IA dans leurs activités, ainsi qu'un investissement de 500 millions de dollars pour renforcer l'Initiative régionale en intelligence artificielle. La stratégie prévoit aussi des outils d'évaluation de la littératie et de la préparation à l'IA pour aider les entreprises à repérer des cas d'utilisation concrets.

La santé comme première « mission nationale »

Le gouvernement prévoit lancer un programme de missions en IA. La première mission sera consacrée à la santé, avec 200 millions de dollars pour améliorer les résultats dans ce secteur. La stratégie vise notamment des applications liées à l'accès aux soins, au temps d'attente, aux visites évitables et à l'allègement de la charge administrative des médecins

La souveraineté comme enjeu stratégique

La stratégie présente la souveraineté numérique comme un enjeu central. Elle souligne que plusieurs capacités essentielles (calcul, infonuagique, connectivité, données et talents) se trouvent encore largement à l'extérieur du Canada. Cette dépendance peut exposer des données sensibles, de la propriété intellectuelle et des infrastructures critiques à des règles ou décisions étrangères.

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.

Le Canada prévoit notamment construire un superordinateur public de calibre mondial, accroître l'infrastructure souveraine de calcul et d'infonuagique, et investir dans des systèmes numériques sécurisés pour les opérations gouvernementales.

Soutenir les champions canadiens de l'IA

La stratégie lie aussi la souveraineté à la capacité de faire croître les entreprises canadiennes au pays. Le gouvernement y affirme que, pour conserver ses entrepreneurs et ses entreprises les plus prospères ainsi que sa propriété intellectuelle la plus précieuse, le Canada doit renforcer son environnement d'investissement, soutenir la commercialisation locale et permettre aux entreprises de rivaliser à partir du Canada. Dans cette logique, la stratégie prévoit notamment 700 millions de dollars supplémentaires en capacité de calcul souveraine abordable pour les PME canadiennes, afin qu'elles puissent développer, tester et déployer leurs produits sur des infrastructures canadiennes plutôt que de dépendre principalement de plateformes étrangères.

Établir des partenariats internationaux fiables

La stratégie présente enfin les alliances internationales comme un levier de résilience, de souveraineté et d'accès aux marchés. Le Canada entend travailler avec des partenaires de confiance afin de développer des capacités communes en IA, harmoniser les normes, soutenir des chaînes d'approvisionnement plus résilientes et offrir des solutions de rechange aux systèmes fermés ou non alignés sur les valeurs démocratiques. Cette orientation comprend notamment l'élargissement de l'Alliance pour la souveraineté technologique, le soutien à l'IA de source ouverte, ainsi que l'utilisation des réseaux diplomatiques et commerciaux pour attirer des investissements, promouvoir les champions canadiens et ouvrir de nouveaux marchés.

Ce qu'il faut retenir

La publication de la stratégie *L'IA pour tous* confirme une évolution que nous observons depuis plusieurs années : le défi n'est plus de savoir si les organisations adopteront l'intelligence artificielle, mais comment elles le feront.

Pendant plusieurs années, les discussions entourant l'IA ont principalement porté sur les percées technologiques, les investissements et la compétitivité. La stratégie canadienne met plutôt l'accent sur les conditions nécessaires à une adoption durable : la confiance, les compétences, la gouvernance, les infrastructures et la capacité des organisations à intégrer ces outils dans leurs activités quotidiennes.

Cette évolution est révélatrice. La question n'est plus seulement de savoir ce que l'intelligence artificielle est capable de faire, mais comment les organisations peuvent l'utiliser de manière efficace, responsable et adaptée à leur contexte.

À cet égard, les défis qui attendent les organisations au cours des prochaines années seront probablement moins technologiques qu'organisationnels. La capacité à développer une culture de l'innovation, à former les équipes, à mettre en place des mécanismes de gouvernance appropriés et à maintenir la confiance des parties prenantes pourrait s'avérer tout aussi déterminante que le choix des outils eux-mêmes.

La stratégie fédérale reconnaît également une réalité qui se dessine de plus en plus clairement : l'intelligence artificielle n'est plus uniquement un enjeu de productivité ou d'innovation. Elle devient progressivement un enjeu de souveraineté, de résilience économique et de compétitivité à long terme.

Dans ce contexte, il sera particulièrement intéressant d'observer comment les organisations, les institutions et les différents ordres de gouvernement réussiront à traduire ces orientations en

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.

pratiques concrètes. Comme c’est souvent le cas en matière d’innovation, les véritables transformations ne découleront pas uniquement des technologies qui existent, mais de la manière dont elles seront intégrées aux processus, aux décisions et aux relations de confiance qui structurent nos organisations.

(*Cet article a été rédigé avec « Billy », l’outil d’intelligence artificielle générative développé par Lavery, puis révisé et validé par son auteur.)*

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.